

02

AQUACULTURE, FINANCIARISATION ET IMPACTS SUR LES COMMUNAUTÉS DE PÊCHE À PETITE ÉCHELLE

Carsten Pedersen, Yifang Tang

Carsten Pedersen est chargé de la recherche participative sur l'économie océanique, la transition juste et les travailleurs au Transnational Institute (TNI). Son travail de recherche est ancré dans la collaboration avec les mouvements sociaux et les organisations de pêche à petite échelle en particulier. Avant de rejoindre le TNI en 2018, pendant deux décennies, Carsten a travaillé avec des mouvements sociaux en tant que militant politique.

Yifang Tang est praticienne des droits de l'homme à FIAN International où elle coordonne les études de cas. Elle assure aussi le secrétariat du Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition. Yifang est originaire de Taïwan.

La croissance de la production, le soutien politique accru et les investissements substantiels dans l'aquaculture [...] soulèvent de sérieux problèmes [...].

Le présent article commence par décrire le développement de l'aquaculture, qui est rapidement devenue le secteur agroalimentaire à la plus forte croissance et l'opportunité d'investissement la plus attrayante pour les marchés de capitaux. Il s'arrête ensuite sur le coût humain, social et environnemental associé à une production aquacole qui s'est multipliée par dix ces quarante dernières années. Enfin, l'article présente des études de cas qui mettent en évidence les effets néfastes de cette activité sur les moyens de subsistance des communautés vivant de la pêche en Inde, en Thaïlande et en Équateur.

L'HISTOIRE DE L'AQUACULTURE : UNE LONGUE TRADITION

La naissance de l'aquaculture remonte à plusieurs milliers d'années.¹ Des centaines d'espèces différentes de poissons, d'algues et de moules sont cultivées dans le monde entier, notamment par les communautés de pêche. En Asie, l'élevage de poissons dans les rizières est une pratique paysanne ancienne toujours en vigueur aujourd'hui qui constitue une source essentielle d'aliments nutritifs pour les populations locales. Les étangs à poissons fabriqués avec de grosses pierres sont utilisés depuis des siècles par les communautés côtières d'Afrique pour piéger les poissons dans les rivières et à marée basse. Cette méthode est encore couramment utilisée en Afrique du Sud. La Chine pratique aussi l'élevage de la carpe en étangs depuis plus de 2000 ans. La culture des huîtres dans les eaux côtières d'Europe remonte à l'Empire romain, époque à laquelle les huîtres étaient un aliment de base de la classe ouvrière, bien avant de devenir un mets délicat destiné aux élites fortunées.² Comme l'illustrent tous ces exemples, l'aquaculture n'est pas une nouveauté.

REMERCIEMENTS |

Nous remercions tout particulièrement Glory Lueong (FIAN International) et Sylvia Kay (TNI) pour leur soutien lors de la révision de cet article.

PHOTO | Kesinee Kwaenjaroen

1 Histoire de l'aquaculture (n.d.). Disponible sur: www.chesapeakestem.org/assets/History_of_Aquaculture.pdf

2 *Ibid.*

LA CROISSANCE DE L'AQUACULTURE SOUS LE CAPITALISME CONTEMPORAIN

À partir de la fin des années 1960, la production aquacole commence lentement à se développer à la suite de l'invention des aliments granulés pour poissons et de la conception de matériaux solides et moins coûteux pour les filets et les cages. Dès le milieu des années 1980, la production aquacole est prise en compte dans les statistiques de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Reconnaisant l'importance socio-économique du secteur, la FAO publie en 1998 son premier rapport sur l'aquaculture dans le cadre de sa série d'annuaires statistiques sur la pêche. Selon ce rapport³, la production aquacole totale des eaux intérieures et marines s'élevait à 16,5 millions de tonnes en 1989. Avec un taux annuel de croissance relativement constant de 6 à 7 %, la production mondiale aurait atteint 114,5 millions de tonnes en 2018 (poissons, crustacés, mollusques et plantes aquatiques compris).⁴ La Chine est la plus grande consommatrice de produits de l'aquaculture, suivie de l'Union européenne, du Japon, de l'Indonésie et des États-Unis.⁵ Comme l'explique la FAO : « Une étape importante a été franchie en 2014 lorsque la contribution de l'aquaculture à l'approvisionnement en poissons destinés à la consommation humaine a dépassé pour la première fois celle des poissons sauvages⁶ ».

Cette croissance forte et ininterrompue de la production a été rendue possible par les évolutions technologiques, les investissements en capitaux et des réformes politiques favorables à l'aquaculture. Les politiques récentes témoignent du soutien grandissant apporté à l'aquaculture par les gouvernements et les institutions intergouvernementales, soucieux de nourrir une population croissante, de créer des emplois, de lutter contre la surpêche et de combattre le changement climatique.

Lors de sa 34e session en février 2021, le Comité des pêches et de l'aquaculture des Nations unies (COFI) a clairement affirmé que l'aquaculture était « l'avenir de l'alimentation ». De concert avec plus de 100 gouvernements et organismes intergouvernementaux, le COFI a appelé à l'intensification du financement, de la recherche, de la collecte de données et du développement technologique, ainsi qu'à l'élaboration de politiques et à une plus grande coordination internationale de la promotion de l'aquaculture.⁷ C'est à cette fin que la FAO a pris l'initiative d'élaborer les Directives pour une aquaculture durable et le discours d'ouverture du Directeur général de la FAO, Qu Dongyu, est venu confirmer l'euphorie générale en faveur de l'expansion de l'aquaculture. Il y reconnaît « [...] le potentiel extraordinaire d'une aquaculture moderne pour cultiver et nourrir le monde⁸ ». Selon le rapport de la FAO sur la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture (SOFIA, 2020) : « C'est essentiellement l'expansion de la production aquacole qui doit permettre de répondre à la demande croissante de poisson et de produits de la pêche⁹ ».

La place accordée au secteur dans d'autres enceintes internationales confirme le soutien politique croissant dont bénéficie l'aquaculture. En effet, l'aquaculture est à l'ordre du jour du Forum économique mondial (FEM) depuis 2017. Le Groupe de haut niveau pour une économie océanique durable a été institué par Premier ministre norvégien¹⁰, tandis que l'ancien vice-premier ministre suédois a lancé une initiative multipartite nommée la Coalition d'action des amis de l'océan.¹¹ Le Groupe de haut niveau, 'club' autoproclamé composé de quatorze chefs d'État et de l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour l'océan, fait pression pour des réformes politiques et d'autres mesures destinées à faire progresser l'aquaculture.¹² Les Amis de l'Océan sont un autre groupe autoproclamé intégré dans le FEM, qui se compose de dirigeants provenant de gouvernements et d'or-

3 FAO. (1998). Statistiques des pêches : production de l'aquaculture. *Annuaire de la FAO des Statistiques des pêches* 86(2). Disponible sur : www.fao.org/3/x7461t/x7461t.pdf

4 *Ibid.*

5 EU Science Hub. (27 septembre 2018). *How much fish do we consume? First global seafood consumption footprint published*. Disponible sur : ec.europa.eu/jrc/en/news/how-much-fish-do-we-consume-first-global-seafood-consumption-footprint-published

6 FAO. (2016) *Annuaire*, p.2. Disponible sur : www.fao.org/3/x7461t/x7461t.pdf

7 Observations personnelles lors de la 34e session du COFI, 1er-5 février 2021; COFI. (2021). *Draft report of the thirty-fourth session of the Committee on Fisheries – pour adoption*. FAO.

8 FAO. (21 février 2021). *D'après le directeur général de la FAO, la pêche et l'aquaculture tiennent une place fondamentale dans la transformation des systèmes agroalimentaires*. Disponible sur : www.fao.org/news/story/fr/item/1371716/icode/

9 FAO. (2020). *The State of World Fisheries and Aquaculture - Sustainability in action*. FAO. p. 105. Disponible sur : doi.org/10.4060/ca9229en

10 High Level Panel for a Sustainable Ocean Economy. Disponible sur : oceanpanel.org

11 Friends of Ocean Action. Disponible sur : www.weforum.org/friends-of-ocean-action

12 Voir : Costello, C., Cao L., Gelcich S. et al. (2019). *The Future of Food from the Sea*. World Resources Institute. Disponible sur : www.oceanpanel.org/blue-papers/future-food-sea

ganismes intergouvernementaux, d'ONG, d'universités et d'entreprises, y compris d'institutions financières (par exemple Coca-Cola, Yara International) qui soutient l'aquaculture dans le cadre de ses grandes priorités pour les océans¹³. Bien que ces clubs opèrent en dehors de la sphère gouvernementale, ils ajoutent leur poids politique à cette promotion de l'aquaculture qui ne cesse de s'intensifier par le biais de l'implication et de l'appui de chefs d'État ou d'autres hauts fonctionnaires.

Associé à des réformes favorables à l'aquaculture, ce soutien politique est nécessaire pour garantir légalement la propriété privée en aquaculture (par exemple, les concessions de terres côtières et de la mer) et pour en assurer la viabilité économique (par la déréglementation environnementale notamment). Ces réformes se mettent en place rapidement dans de nombreux pays. Citons par exemple le programme d'économie bleue de l'Inde (Sagarmala) et sa politique de la pêche 2020, qui encouragent l'aquaculture côtière et marine. Des plans d'aménagement de l'espace marin faisant de l'aquaculture un pilier central de la croissance économique sont également en cours d'élaboration dans de nombreux pays¹⁴. Grâce aux politiques de commerce et d'investissement déjà en place (dont l'Accord de libre-échange du Partenariat économique global de la région Asie-Pacifique), le secteur de l'aquaculture est aujourd'hui suffisamment mature pour accueillir les investissements. Des données récentes relatives aux fusions et acquisitions indiquent que le secteur attire désormais les capitaux financiers, tout comme l'agriculture et les terres agricoles l'ont fait après la Grande Récession.

De tout temps dominée par des petites ou moyennes entreprises, l'aquaculture occupe des dizaines de milliers de producteurs et de productrices (y compris d'aliments pour poissons) dispersés à travers le monde. Cependant, le secteur évolue désormais rapidement en termes de propriété et de concentration de la production. En Inde par exemple, le secteur des aliments pour la crevetticulture est aujourd'hui extrêmement concentré : en 2019, Avanti Feeds détenait 47 % du marché indien total des aliments pour crevettes.¹⁵ Depuis la crise financière de 2008, à la suite de fusions et d'acquisitions, quelques sociétés multinationales (dont MOWI ASA, Thai Union Group, Nippon Suisan Kaisha, Austevoll Seafood, Maruha Nichiro et Cargill) ont pris le contrôle du secteur et, ensemble, elles contrôlent la majeure partie de la production aquacole mondiale, y compris celle des aliments pour poissons¹⁶. Plus récemment, la famille Walton et Bill Gates ont investi dans l'aquaculture et, selon Undercurrent News¹⁷, en 2018, 28 transactions ont été réalisées par des sociétés financières (notamment des fonds de pensions et de capital-investissement), contre 21 l'année précédente. Antarctica Advisors émet également l'hypothèse que des poids lourds du capital-investissement tels que le premier géant mondial du rachat d'entreprises, Blackstone, lorgnent sur les transactions dans l'aquaculture.¹⁸

IMPACT DE L'AQUACULTURE SUR LES COMMUNAUTÉS DE PÊCHE À PETITE ÉCHELLE : ÉTUDES DE CAS

La croissance de la production, le soutien politique accru et les investissements substantiels dans l'aquaculture soulèvent toutefois de sérieux problèmes. L'aquaculture cause des dommages à la nature et au climat, d'une part et, d'autre part, elle conduit à la spoliation de très nombreuses personnes et de communautés de pêche dont l'activité représente la moitié des débarquements mondiaux de poisson sauvage et plus de 90 % de l'emploi dans le secteur de la pêche.¹⁹ Les trois études de cas suivantes, en Inde, en Thaïlande et en Équateur, illustrent ces enjeux.

Le boom mondial de l'industrie de la crevette à la fin des années 1980 a incité l'Inde à introduire l'aquaculture pour engranger des devises étrangères. Un train de

13 Entre le 1er et le 5 juin 2020, les Amis de l'océan et le FEM ont accueilli les Dialogues virtuels sur l'océan. Ces dialogues ont remplacé la conférence des Nations unies sur les océans qui devait porter sur l'Objectif de développement durable 14 (ODD 14) et qui a été postposée à cause de la COVID-19. Ils ont été approuvés par de nombreux chefs d'État du monde entier ainsi que par des directeurs généraux et autres hauts responsables d'organes des Nations unies. Pour davantage d'informations, veuillez consulter : [weforum.org/events/virtual-ocean-dialogues-2020](https://www.weforum.org/events/virtual-ocean-dialogues-2020)

14 Feuille de route de la PEM. *La PEM dans le monde*. Disponible sur : www.mspglob-al2030.org/fr/msp-roadmap/la-pem-dans-le-monde/

15 ICICI Securities. (2019, août 20). *Avanti Feeds: Maintain 'Buy' with a target price of Rs 400*. Financial Express. Disponible sur : www.financialexpress.com/market/avanti-feeds-maintain-buy-with-a-target-price-of-rs-400/1680141/

16 Feuille de route de la PEM. Supra note 14.

17 Undercurrent News. (10 mars 2020). *Gates Foundation invest in Greece's Philosofish*. Disponible sur : www.undercurrentnews.com/2020/03/10/gates-foundation-invests-in-greece-philosofish

18 Antarctica Advisors. (18 avril 2019). *Could Blackstone go fishing for deals with new \$22bn-plus fund?* Disponible sur : antarticallc.com/could-blackstone-go-fishing-for-deals-with-new-22bn-plus-fund/

19 FAO. Supra note 6, p. 133.

réformes politiques a alors ouvert la voie à la culture extensive de la crevette. Aujourd'hui, plus de 20.000 exploitations couvrent une superficie de 143.000 hectares. Comme les communautés de pêche locales l'ont répété au Tribunal de l'économie bleue, cette expansion les a privées de l'accès à leurs zones de pêche. Elle a mené à la dégradation des terres et ces communautés ont été spoliées de leurs terres.²⁰

Le lac Chilika à Odisha en est une illustration. Ce lac est la plus grande lagune d'eau saumâtre de l'Inde et un haut lieu de la biodiversité. Il assure également les moyens de subsistance de quelque 40.000 personnes qui se consacrent à la pêche depuis des décennies²¹. À la fin des années 1980, le gouvernement de l'État a incité les personnes et les entreprises qui ne s'adonnaient pas à la pêche à investir dans l'élevage de crevettes, en adoptant des politiques en faveur de l'aquaculture (par exemple, la location de terres) et en introduisant des subventions afin de promouvoir le secteur. Cela a mené à l'apparition d'une catégorie professionnelle de nouveaux propriétaires fonciers (élites locales et non locales) qui ont progressivement «décommunisé»²² un lagon auparavant accessible, qui était partagé et utilisé en tant que bien commun. De plus, ces nouvelles parties prenantes ne reculent pas devant les pratiques illégales. Les autorités de l'État n'ont réussi ni à contrôler ni à combattre l'élevage illégal de crevettes, ce qui a exacerbé les impacts négatifs de cette activité. Les communautés traditionnelles de pêche, dont la majorité est issue de castes et de groupes tribaux marginalisés (*Adivasi*), ont perdu leurs droits coutumiers. Les communautés traditionnelles de pêche de Chilika, qui sont aussi les gardiennes du lac, ne peuvent plus compter sur la pêche pour assurer leur subsistance. De plus, ces communautés déplorent les changements dans les écosystèmes du lac (diminution des prises de poissons, augmentation de la salinité des aquifères d'eau douce côtiers et des nappes phréatiques, modification des courants, etc.) et l'augmentation des maladies d'origine hydrique imputables à la détérioration de la qualité de l'eau. La conversion en élevages de crevettes des terres agricoles et des pâturages qui appartenaient à la collectivité a des répercussions sur les systèmes alimentaires locaux.

En outre, pour avoir des revenus, les femmes sont obligées de travailler dans la construction en dehors de leur communauté. Elles se retrouvent alors prises dans des conflits entre les communautés de pêche et les autres communautés et sont souvent la cible de violence verbale et d'agressions physiques. Par ailleurs, ce sont elles qui souffrent le plus de la malnutrition causée par une baisse de la consommation de poisson par les ménages due à la diminution des stocks.²³

Même si les fermes crevetticoles sont encore détenues par un grand nombre de petites entreprises, le capitalisme contemporain encourage un mode de développement qui pourrait bientôt aboutir à la concentration des exploitations entre les mains de sociétés de moins en moins nombreuses et de plus en plus grandes. Le secteur de l'alimentation animale est déjà fortement centralisé (cela a été mentionné plus haut) et pourrait permettre aux propriétaires de ces entreprises d'investir dans les fermes et d'accéder, de la sorte, au droit de propriété sur l'ensemble de la chaîne de valeur. En résumé, le développement effréné de la crevetticulture a exacerbé les inégalités économiques et sociales entre les communautés de pêche traditionnelles et le reste de la société, bouleversant ainsi l'ensemble du tissu social du lac Chilika.²⁴

En Thaïlande, où la surpêche industrielle a causé le déclin des ressources halieutiques, l'avènement de l'aquaculture a permis la naissance d'une activité économique rentable. Située dans le golfe de Thaïlande, la baie de Ban Don est le plus

20 *Blue Economy Tribunal* est un tribunal populaire indépendant. Six séries de procès ont eu lieu entre août et décembre 2020, sur la base d'études explorant les implications sociales, économiques, écologiques et politiques de l'économie bleue dans toute la région de l'océan Indien. Pour plus d'informations sur les verdicts, veuillez consulter le site : blueeconomytribunal.org/

21 Gandimathi A., Jones S., et Jesurethinam. (2021). *Socio-Economic Environmental and Political Implications of Industrial Aquaculture on Small Scale Coastal Fishers and Fisher Women in India – Odisha*. Legal Aid to Women (LAW) Trust. p. 18.

22 Selon Nayak et Berkes, la «*commonisation*» (ndt: terme anglais) est un processus «par lequel une ressource est convertie en une ressource utilisée conjointement dans le cadre d'institutions communes qui s'occupent de l'excluabilité et de la soustraitabilité». La «*decommonisation*» (ndt: terme anglais) fait donc référence à un processus «par lequel une ressource utilisée conjointement dans le cadre d'institutions communes perd ces caractéristiques essentielles». Voir : Kumar, Nayaka P.K, et Berkes E. (2011). *Commonisation and Decommonisation: Understanding the Processes of Change in the Chilika Lagoon, India*. *Conservation and Society* 9(2), 132–145. p. 133.

23 Gandimathi et al. *Supra* note 21.

24 Costello et al. *Supra* note 12.

grand site de reproduction de coquillages marins. L'expansion des fermes conchyliques (principalement de culture de moules), qui a débuté dans les années 1990, a donné naissance à un phénomène baptisé « mer étroite », qui désigne l'appropriation de la mer par des personnes privées et des sociétés. Par conséquent, les communautés de pêche à petite échelle se voient refuser l'accès aux ressources marines côtières et obligées d'aller pêcher plus loin, elles voient leurs revenus chuter. Pire encore, ces communautés sont criminalisées par les propriétaires privés des exploitations conchyliques, tandis que les grandes sociétés consolident leur mainmise sur le marché local des produits de la mer. Une enquête de l'Université Walailak (2011) portant sur les revenus montre non seulement que les revenus de la pêche locale ont diminué, mais qu'en outre une partie de ces communautés ont été privées de leurs moyens de subsistance et sont tombées dans le piège de l'endettement.²⁵ Elles n'ont alors plus d'autre issue que d'accepter du travail dans la construction ou d'autres emplois précaires.²⁶

Dans ces circonstances, les femmes, qui doivent gérer l'économie du ménage et nourrir leur famille, ont vu leur charge de travail s'alourdir. À ce jour, 59 % des zones de pêche côtières thaïlandaises ont disparu au profit de l'aquaculture (légale et illégale).²⁷ Or, en raison des méthodes d'élevage utilisées, l'intensification de la conchyliculture dans les eaux communes réduit les prises de la pêche locale et détruit l'environnement sous-marin.

En Équateur, la crevetticulture a vu le jour dans les années 1970 et a poursuivi son développement jusque dans les années 2000. En 2008, le gouvernement a « légalisé » la crevetticulture par le biais du décret exécutif 1391, accordant ainsi des concessions destinées à l'aquaculture. Le secteur représente 17 % des recettes en devises de l'Équateur (chiffres de 2019) et bénéficie d'investissements et d'incitants soutenus par l'État, dont l'exemption de la taxe sur l'eau. Les investissements espagnols et chinois y ont récemment prospéré, encouragés par une législation plus favorable aux investisseurs.

Malheureusement, l'exonération de la taxe sur l'eau ne tient pas compte de la qualité de l'eau qui est rejetée dans l'estuaire. Aucun traitement de purification de l'eau n'est exigé, ce qui pose de graves problèmes d'augmentation de la pollution de l'eau et de contamination croissante des écosystèmes de mangroves. À la suite de l'expansion de la crevetticulture, les exploitants et les communautés de pêche de l'estuaire ont été dépossédés de territoires riches en mangroves (une partie des biens communs dont elles dépendaient), ce qui les prive de leurs droits ancestraux d'accès à leurs zones de pêche et leurs territoires.

La réduction de la taille de la zone réservée à la cueillette et à la pêche s'accompagne d'une baisse de revenu pour les personnes qui en vivent. Avec un revenu mensuel moyen de 80 dollars US par famille, la pauvreté est largement répandue parmi ces populations et des besoins fondamentaux tels que les soins de santé, l'éducation et l'eau ne sont souvent que partiellement satisfaits. Les emplois qui leur sont proposés dans le secteur crevetticole sont souvent informels et mal rémunérés.²⁸ Selon les chiffres officiels, en 2015 et 2019, 150.000 à 250.000 personnes respectivement étaient employées dans l'ensemble de la chaîne de valeur de la crevetticulture.²⁹ Étant donné que 250.000 hectares de zone côtière sont désormais destinés à cet usage, un simple calcul révèle que ce secteur génère un emploi par hectare, bien en deçà de ce que l'écosystème de la mangrove pourrait assurer aux familles qui vivent de la pêche. L'augmentation de la violence et des meurtres depuis que le gouvernement a autorisé le personnel du secteur à porter des armes à feu est aussi une

25 Sawusdee, A. (2011). *Fishing Status and Management Proposal in Bandon Bay, Suratthani Province, Thailand*. Walailak Journal of Science and Technology, 7(2), p.89-101.

26 Thipyan, C. *Study information on the development of joint fishery management model of fishery communities in Ban Don Bay area*. Faculté d'humanités et de sciences sociales, Université de Suratthani Rajabhat.

27 Sustainable Development Foundation. (2020). *Strengthening Evidence-based Advocacy for Gender Mainstreaming and Gender Justice in Small-scale Fisheries and Coastal Aquaculture in Thailand*. Swedbio. p.12.

28 Selon divers témoignages, travailler temporairement dans une exploitation de crevetticulture rapporterait entre 15 et 20 USD par journée de travail de 10 heures tandis que, selon un autre témoignage, la rémunération de 24 heures de travail par mois équivaldrait à environ 400 USD. Dans le secteur du conditionnement, la majorité des femmes sont employées à titre ponctuel et elles sont payées 0,10 cent par livre pour l'épluchage et le nettoyage des crevettes. En raison de la disparition des autres professions, nombreuses sont les femmes à chercher un emploi dans les élevages de crevettes. Voir : Torres Benavides, M. and Valero, J.P. (2020). *Investigación Proyecto Equitierra Conflictos en el ecosistema manglar de la costa del Ecuador - El desarrollo de la acuicultura industrial del camarón frente a los Derechos de los pueblos de recolectores y pescadores de los estuarios - Periodo: 2008-2018*. p.26.

29 Chambre nationale d'aquaculture de l'Équateur. Pour davantage d'information, veuillez consulter : www.cna-ecuador.com/

évolution alarmante. Entre 2008 et 2018, plus de dix membres des communautés de pêche ont été victimes des agents de sécurité des bassins à crevettes dans la province d'El Oro.³⁰

³⁰ Torres Benavides, M. and Valero, J.P. *Supra* note 28. xvii, p. 11.

En conclusion, l'aquaculture côtière et marine figure désormais parmi les industries alimentaires les plus attractives. Au cours des dernières années, ce secteur est devenu une priorité d'investissement pour les entreprises et le capital financier. À la suite de fusions et d'acquisitions, la production s'est concentrée entre les mains de sociétés de moins en moins nombreuses et de plus en plus grandes. Pour reprendre les termes du militant des droits humains de l'organisation bangladaise Nijera Kori, Khushi Kabir:

«La promotion de l'aquaculture [a] créé un énorme bouleversement. [Dans] les régions où la crevetticulture s'est étendue, la pauvreté a atteint les niveaux les plus élevés du pays, car ceux qui pratiquent l'aquaculture s'enrichissent en exploitant les populations locales dont les sources traditionnelles de revenus ont été détruites [par] l'accaparement de leurs terres³¹».

Mais les communautés de pêche, les petites entreprises et les personnes employées dans la pêche artisanale ne restent pas silencieuses. Partout dans le monde, ces populations dénoncent l'«économie bleue», qu'elles assimilent à une méthode d'accaparement de leurs territoires au nom de prétendus 'projets de développement'.³² Face à l'évidence de plus en plus criante de l'effet délétère sur leurs communautés de l'aquaculture et de la financiarisation, les mouvements de défense de la pêche artisanale se battent pour reprendre le contrôle de leurs territoires, restaurer l'environnement naturel et assurer leur souveraineté alimentaire.³³

³¹ Kabir, K. (25 novembre 2020). Témoignages devant le Tribunal populaire indépendant portant sur les répercussions de l'économie bleue sur la côte orientale de l'Inde. Disponible sur : blueconomytribunal.org/india-east-coast-tribunal/

³² Forum mondial des populations de pêcheurs (WFFP) (23 février 2021). *International Conference on the Impacts of the Blue Economy Report*. Disponible sur : worldfishers.org/2021/02/24/wffp-international-conference-on-impacts-of-blue-economy-response-of-the-affected-peoples-23rd-february-2021-4pm-to-630pm-indian-time-ist/

³³ Voir: Comité International de Planification pour la Souveraineté alimentaire (CIP). (2021). *Statement in response to Agenda Item 7 - Contribution of fisheries and aquaculture to the implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development*. Disponible sur: www.foodsovereignty.org/wp-content/uploads/2021/01/EN_IPC_Statement_Agenda_Item_7_Contribution_of_fisheries_and_aquaculture_to_the_implementation_of_the_2030_Agenda_for_Sustainable_Development.pdf